

N° DP 24/278

DECISION DU PRESIDENT

DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE L'ETAT DANS LE CADRE DE L'APPEL A PROJETS DU FONDS D'INTERVENTION MARITIME (FIM) POUR "L'ENLEVEMENT D'EPAVES ET NAVIRES DE PLAISANCES ABANDONNES DANS LA RADE DE TOULON"

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'appel à projets lancé par l'Etat dans le cadre du « Fonds d'Intervention Maritime » (FIM) pour l'année 2024,

CONSIDERANT que le Fonds d'Intervention Maritime 2024 représente une enveloppe financière s'élevant à 16 milliards d'euros, afin d'accompagner les projets des collectivités pour atteindre notamment les objectifs de développement durable des activités maritimes, des planifications maritimes à l'échelle des façades ou bassins ultra marins,

CONSIDERANT que dans le cadre de sa mise en œuvre, le Fonds d'Intervention Maritime est réparti et s'articule autour de 3 thèmes prioritaires, constitués de 6 mesures distinctes citées ci-après :

- **Thème 1 : Aménagement du littoral en faveur des activités maritimes durables :**
 - Phares et navires du patrimoine,
 - Epaves et navires abandonnés,
 - Aménagement du littoral maritime,
 - Navires côtiers propres,
- **Thème 2 : Développement de l'économie bleue et planification :**
 - Nouveaux services numériques aux usagers et acteurs en mer,
 - Economie bleue et planification stratégique,
- **Thème 3 : Formation aux métiers de la mer**

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée en tant qu'Autorité Portuaire une fois les déchéances de propriété des navires abandonnés actées en devient responsable,

CONSIDERANT que les épaves comptent parmi les principales sources de pollution marine. La dégradation lente de ces navires entraîne la libération de polluant (hydrocarbures, micro plastique, structure métallique) dans l'environnement maritime,

CONSIDERANT que ce projet permettrait l'enlèvement dans un temps réduit de polluants actuels ou à venir afin de préserver le milieu marin,

CONSIDERANT que dans le cadre du Fonds d'Intervention Maritime le projet dit « Enlèvement d'épaves et navires de plaisance abandonnés dans la Rade de Toulon », répond aux critères d'éligibilité fixés dans le thème n°1 mesure 2 : - Epaves et navires abandonnés,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée entend solliciter une aide auprès de l'Etat dans le cadre du Fonds d'Intervention Maritime pour l'opération « Enlèvement d'épaves et navires de plaisance abandonnés dans la Rade de Toulon »,

CONSIDERANT que le coût prévisionnel de cette opération s'élève à 250 000 € HT,

CONSIDERANT que le partenariat prévisionnel proposé pour la réalisation de cette opération s'appuie sur la participation suivante :

Partenaires	% de participation	Montant de l'aide
Etat - Fonds d'Intervention Maritime	80 %	200 000 €
Métropole Toulon Provence Méditerranée (autofinancement)	20 %	50 000 €
Total	100 %	250 000 €

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SOLLICITER une subvention auprès de l'Etat dans le cadre du Fonds d'Intervention Maritime selon le plan de financement de l'opération, tel que visé dans le tableau récapitulatif ci-dessus, mentionnant son coût, de participation et l'autofinancement du maître d'ouvrage.

ARTICLE 2

DE SIGNER tout document nécessaire l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits nécessaires à la réalisation des travaux relatifs à cette opération sont inscrits au Budget annexe Toulon port de commerce 2024.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **03 AVR. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

